



Plateforme REDD+ et Changements Climatiques
de la Société Civile du Cameroun (PF-REDD+&CC)

Renforcement des capacités de la Société Civile pour la mise en œuvre de la
« Readiness Preparation Proposal (R-PP) » dans le cadre de la préparation
du Cameroun au mécanisme REDD+

Atelier d'information et d'analyse du Rapport à mi-parcours (Mid-Term-Report) soumis par le Gouvernement du Cameroun pour un financement additionnel du FCPF

Note de position

La Coordination Nationale

Mars 2017

Créée le 23 juillet 2011 à Yaoundé, la Plateforme REDD+&CC de la société civile est à sa phase opérationnelle depuis Juillet 2012. Grâce à l'appui institutionnel, technique, financier de ces partenaires comme l'UICN, le MINEPDED, le CARPE, WRI-GFI et la Banque Mondiale, la plateforme nationale REDD+&CC participe activement au processus REDD+ du Cameroun à tous les niveaux.

Après la validation du R-PP en Février 2013, le Cameroun a lancé la formulation de la stratégie nationale REDD+ depuis Juin 2014. Parallèlement à ce processus, le Cameroun s'est engagé dans un programme de réduction des émissions. La note de concept du Programme de Réduction des Emissions, en Anglais « Emission Reduction Program Idea Note (ER-PIN) » a été validée en Juin 2016 à Paris à la suite de son deuxième examen par le Comité des Participants du Fonds Carbone du FCPF.

En Octobre 2016, la mission d'évaluation à mi-parcours du processus REDD+ a été organisée au Cameroun. Le Rapport de l'état d'avancement du processus a été déposé auprès du FCPF en Janvier 2017. Il sera examiné lors de la 23ème Session du Comité des Participants du FCPF qui se tiendra à Washington DC du 27-29 mars prochain.

La Plateforme a pris part à la revue à mi-parcours et a élaboré une Note de Position y afférant faisant ressortir des éléments importants que le ST/REDD+ devrait prendre en compte. Le Rapport à mi-parcours s'il est validé, devra permettre au Cameroun d'accéder aux fonds additionnels pour la finalisation de la phase de préparation au processus REDD+.

Il s'est avéré important pour la Plateforme de s'appropriier le Rapport à mi-parcours du processus, de s'assurer que ses préoccupations et positions exprimées dans la Note de Position du 16 octobre 2016 ont été prises en compte et donner son avis à cette phase très importante du processus REDD+.

C'est dans ce cadre que la Plateforme a organisé à Yaoundé le 22 mars 2017, un atelier ayant regroupé une cinquantaine de participant(e)s dont : (1) les membres de la Coordination Nationale de la PF-REDD+&CC ; (2) les Coordonnatrices et les coordonnateurs régionaux de la PF-REDD+&CC ; (3) les représentant(e)s du CCSPM, du CNCTC, de AIWO-CAN, de la coalition RRI, de Caiwof, du RAFM, et de la CEF-DHAC.

Bien avant cet atelier, les coordinations régionales ont tenu des rencontres dans leurs régions respectives. Ces ateliers régionaux ont regroupé les coordinations communales et les coordinations communautaires afin de s'approprier le Rapport à mi-parcours et d'acheminer leurs observations et conclusions à l'Atelier de ce jour.

A l'issue de la présentation des observations et conclusions des coordinations régionales, de l'analyse du Rapport à mi-parcours soumis au FCPF par le Gouvernement du Cameroun et l'évaluation de la prise en compte des préoccupations émises par la Plateforme en Octobre 2016, la Plateforme REDD+&CC de la société civile a formulé la Note de position dont la teneur suit :

1. La Plateforme REDD+&CC de la Société civile du Cameroun note des avancées importantes dans le processus REDD+ au Cameroun et félicite le Gouvernement pour son engagement à impliquer la Plateforme dans l'ensemble du processus.
2. La Plateforme a pris acte du Rapport à mi-parcours du processus REDD+ soumis par le Gouvernement qui présente des avancées importantes et encourageantes.
3. La Plateforme encourage le FCPF à adopter ce Rapport à mi-parcours et de permettre que ce processus se poursuive avec célérité au Cameroun.

Toutefois, au-delà de ses positions, la Plateforme voudrait attirer l'attention du Gouvernement sur les préoccupations suivantes dont la prise en compte va permettre un déroulement harmonieux, efficace et efficient du processus REDD+&CC au Cameroun :

4. La Plateforme demande au ST-REDD+ de publier tous les documents spécifiques à la REDD+ dans les deux langues officielles du Cameroun, l'Anglais et le Français, afin de faciliter leur appropriation par toutes les composantes et parties prenantes nationales.
5. La Plateforme relève la nécessité de l'élaboration d'un protocole de collaboration avec le ST-REDD+ faisant clairement ressortir les responsabilités et engagements de chaque partie, ce qui permettrait d'éviter des frustrations que subit la Plateforme avec ses coordinations régionales, communales et communautaires.
6. La Plateforme ne peut pas jouer efficacement le rôle qui lui est reconnu pour l'atteinte des objectifs

du processus REDD+&CC fixés par le Gouvernement sans ressources. Pour cela, la Plateforme sollicite le soutien du Gouvernement pour que 30% du budget REDD+&CC soit directement alloué à la Plateforme pour la mise en œuvre de ses activités inscrites dans son programme d'intervention quinquennal REDD+&CC et détaillées dans les plans d'action annuels.

7. La Plateforme souhaite, afin d'éviter toute confusion de responsabilités, que toutes les activités qui relèvent de ses compétences (information, sensibilisation, consultations communautaires, communales et régionales, initiatives pilotes, etc.) lui soient entièrement concédées avec les ressources conséquentes pour leur mise en œuvre.
8. Dans le cadre de la mise en œuvre de certaines initiatives REDD+&CC sur le terrain, la Plateforme relève que certaines administrations ignorent la présence des représentant(e)s des coordinations régionales, communales et communautaires de la Plateforme et tendent à vouloir les réduire au rôle de « caution de validation » des documents et rapports. La Plateforme dénonce cette attitude et demande au Gouvernement de rendre officiel à travers **un Acte ministériel réglementaire** la présence des coordinations régionales, communales et communautaires et leur implication obligatoire dans toutes les initiatives et activités spécifiques à la REDD+&CC sur tout le territoire national.
9. La Plateforme demande au Gouvernement de renouveler les contrats arrivés à terme du personnel du ST- REDD+ afin de consolider les acquis et d'accroître l'efficacité de son équipe actuelle qui jouit déjà d'une bonne expertise pour un heureux aboutissement du processus REDD+ en cours.
10. Afin d'améliorer les relations et d'accroître le potentiel d'actions collaboratives avec le ST-REDD+, la Plateforme demande au Gouvernement

de désigner ou de recruter un(e) Expert(e) chargé(e) des relations avec la société civile dans l'équipe du ST-REDD+. La Plateforme souhaite prendre part à l'élaboration des termes de référence de ce poste de travail.

11. La Plateforme demande qu'il soit intégré dans tous les termes de référence de toutes les études liées à la REDD+&CC la prise en compte dans la méthodologie d'intervention des consultants/bureaux d'études de l'implication effective de la Plateforme et de ses démembrements (coordinations régionales, communales et communautaires) dans la collecte des informations et des données. De même, la Plateforme demande à prendre part à la validation des termes de référence ainsi qu'à toutes les réunions de cadrage de toutes les études spécifiques.
12. La Plateforme consolidera les activités non réalisées de sa feuille de route 2016 du fait de quelques lenteurs observées au ST- REDD+ dans sa feuille de route 2017 et encourage le ST-REDD+ à la proactivité et à la célérité dans toutes les initiatives collaboratives avec la Plateforme.
13. La Plateforme donne mandat à la Coordinatrice nationale, seule interlocutrice de la société civile auprès du Gouvernement, des instances du FCPF et de toutes les autres parties prenantes en matière REDD+&CC, **d'affirmer l'adhésion de la Plateforme** aux avancées du processus REDD+ matérialisées par le Rapport à mi-parcours dont elle a pris une part active et pour la continuité du processus REDD+ au Cameroun.

Fait à Yaoundé, le 22 mars 2017

Les participant(e)s



Contacts

Mme Cécile NDJEBET, Coordonnatrice Nationale de la plateforme REDD+&CC de la société civile. **Email** : cecilendjebet28@gmail.com

M. Jean ABBE, Coordonnateur National de la plateforme REDD+&CC de la société civile. **Email** : abbejm@yahoo.fr

M. Dahiru MACKIE, Coordonnateur National de la plateforme REDD+&CC de la société civile. **Email** : macky18daira@yahoo.fr

Secretariat permanent: redccplateformecameroun@gmail.com